Elections Législatives du 12 Mars 1978 - Circonscription de Bernay

Le Parti Socialiste
et le
Mouvement des Radicaux de Gauche

vous présentent leurs candidats

Claude MICHEL



39 ans, DÉPUTÉ DE L'EURE
Conseil régional
Conseiller Général de Routot

Jean-Claude LECUREUR



41 ans, Exploitant agricole
Conseiller municipal
de St Samson de la Roque

Chères Électrices, chers Électeurs,

Lorsqu'en 1973, notre circonscription s'est donné un député socialiste, plus de la moitié d'entre vous furent surpris. Certains crièrent au scandale. Pour mes amis, pour Rémi LECASBLE, mon suppléant d'alors et pour moi-même, les choses furent plus simples : le suffrage universel s'était exprimé et avait rendu son verdict.

Le 12 mars prochain, vous ferez de même pour le bien de la République, de ses institutions et de la démocratie.

Depuis 73, dans l'opposition à PARIS, j'ai eu également à combattre l'hostilité des notables locaux et d'une partie de l'administration préfectorale. Nul ne s'en étonnera. Que pouvais-je attendre de mieux de la part de personnalités au comportement sectaire et inféodées au pouvoir en place. Mais quelle excellente chose, pour s'aguerrir et s'affirmer comme le défenseur des classes sociales les plus brimées : salariés, petits commerçants et artisans, petits et moyens exploitants agricoles. C'est bien face aux difficultés et aux embûches que l'on forge sa foi et que l'on donne ses preuves. C'est à partir de là que j'ai su que je représentais dignement la circonscription, puisque j'ai pu mesurer mon efficacité.

Dès 73, de l'hostilité et la méfiance, sont nées la sympathie et la confiance. Deux permanences à BERNAY et PONT-AUDEMER recevaient les citoyens et les élus pour des problèmes personnels ou collectifs. Tous ceux qui, depuis, ont eu recours à mon secrétariat, peuvent attester des interventions que nous avons faites à tous les niveaux pour obtenir des solutions favorables à vos problèmes.

Quelle récompense pour un élu que de voir naître l'amitié autour de lui ! Quelle réponse aux adversaires ! Les électeurs du canton de ROUTOT ne s'y sont pas trompés en m'élisant Conseiller Général en 1976, pas plus que ceux de BERNAY en m'élisant Conseiller Municipal en 1977.

En cette fin de mandat, merci à tous ceux qui m'ayant approché à des moments divers, m'ont témoigné confiance et amitié.

C'est grâce à vous tous et parce que la tâche est encore rude et difficile, qu'au nom du PARTI SOCIALISTE, j'ai l'honneur de solliciter vos suffrages pour un nouveau mandat. Mon suppléant, Radical de Gauche, est Jean-Claude LECUREUR, exploitant agricole à Saint-Samson-de-La-Roque et Conseiller Municipal. Nous formons une équipe jeune, comme le sont nos deux formations politiques. Le PARTI SOCIALISTE est aujourd'hui le premier Parti de France. Garant des libertés démocratiques, il forme l'ossature de la nouvelle majorité de Gauche.

C'est pourquoi le dimanche 12 mars 1978, dès le 1er tour du scrutin, vous voterez d'une manière utile et efficace en accordant massivement votre confiance aux candidats du PARTI SOCIALISTE et du MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE.

Claude MICHEL, Jean-Claude LECUREUR vous en remercient bien sincèrement.

La force du pouvoir giscardien, c'est celle de sa propagande. Les pressions incessantes sur la presse, la radio, la télévision, cherchent à donner une image démesurée de l'action du Gouvernement, et à étendre sur l'opposition le silence ou la calomnie.

Le parti gouvernemental paraît disposer de ressources sans limites. D'où vient tout cet argent ? Des fonds secrets, ou bien d'étranges facilités accordées par des groupes financiers douteux ?

Françaises, Français, face à ce redoublement de propagande et à ce déferlement de l'argent, nous nous devons de vous dire ce que nous rejetons, ce que nous voulons, ce que nous ferons.

Tous les indices prouvent la faillite de la politique du Président de la République et de son premier ministre, et la dégradation constante de l'économie. Aujourd'hui, toute illusion envolée, nous ne pouvons que constater :

— l'accélération de la hausse des prix, et la diminution du pouvoir d'achat des familles ;
— l'injustice de la répartition des revenus, de la fiscalité ;
— les restrictions apportées aux avantages sociaux, la limitation des bourses ;
— les difficultés grandissantes de l'emploi, et l'augmentation du chômage total ou partiel, en particulier le chômage des jeunes ;
— la diminution constante du revenu des agriculteurs et l'augmentation du nombre des faillites des commerçants et artisans ;
— le scandale constant de la collusion entre le pouvoir et les puissances d'argent, et le copinage entre ministres et tenants du pouvoir en place ;
— la perte de prestige international de la France et la méfiance à notre égard de nos partenaires européens.

Ce que nous voulons, ce que nous ferons, dans un gouvernement d'Union de la Gauche, pendant la législature, le voici, au moins pour ce qui est des objectifs essentiels :

Objectifs sociaux :

— retraite à 60 ans (55 ans pour les femmes), avec pension portée rapidement à 75 % du SMIC, puis à 80 % ;
— SMIC à 2.400 F ;
— revalorisation de 50 % des Allocations Familiales immédiate ; extension des bourses ;
— allocation aux handicapés revalorisée ;
— remboursement effectif à 80 % des dépenses de santé, avec objectif la gratuité ;
— unification des régimes de Sécurité Sociale ;
— réforme de l'impôt, dégrèvement des contribuables modestes et suppression des privilèges ; dont bénéficient les revenus du capital ;
— gratuité réelle de l'enseignement et de ses services annexes ;
— revalorisation des Pensions d'Anciens Combattants.

Objectifs économiques :

— construction de 700.000 logements sociaux ;
— nationalisation des banques, des entreprises ayant une position stratégique dans l'économie de notre pays ;
— nationalisation du crédit ;
— extension des droits syndicaux dans l'entreprise, et association étroite des salariés à la gestion de l'entreprise ;
— garantie des revenus agricoles par une politique de prix qui tienne compte des coûts de productions, et de la rémunération du travail ;
— aide aux jeunes agriculteurs en stoppant la concentration foncière ;
— sauvegarde de l'ensemble du potentiel de production agricole ;
— création d'offices par production ;
— création de 500.000 emplois dans le secteur privé, de 150.000 emplois dans les services publics et de 60.000 dans les collectivités locales ;
— retour aux 40 heures ;
— aides aux P.M.E., au commerce, à l'artisanat, par allégement des charges, par obtention de prêts et primes facilitant leur développement ;
— réorganisation de l'enseignement pour qu'il donne ses chances à chacun et débouche sur l'emploi ;
— droit à la formation permanente.

Objectifs politiques :

— garantir et développer les libertés, suppression de toutes les législations et tribunaux d'exception ;
— autonomie réelle des collectivités locales (Régions, Départements, Communes, SIVOM, SAFER) avec moyens financiers nouveaux ;
— respect, défense et extension des droits de l'homme dans tous les pays ;
— proposition pour le désarmement et la détente ;
— redressement de la balance commerciale.

....

Imp. BERNAYENNE